



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
Cité administrative - Porte J
34 avenue du Maréchal Maunoury BP 60723
41007 Blois

Blois, le 01/06/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ETABLISSEMENTS MOREAU

Zone industrielle - La Petite Prairie
BP 104
37140 Bourgueil

Références : 37-2026-00249

Code AIOT : 0010003084

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2026 dans l'établissement ETABLISSEMENTS MOREAU implanté LD LES BRUNS ET LES PELOUSE 37120 Marigny-Marmande. L'inspection a été annoncée le 24/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Démarche de cessation partielle de 2024 sur la parcelle ZS14 sur la commune de Marigny-Marmande, qui a été complétée par deux PACs de modification de la remise en état (avril et décembre 2025). Les PACs associés à la cessation sont en cours de traitement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETABLISSEMENTS MOREAU

- LD LES BRUNS ET LES PELOUSE 37120 Marigny-Marmande
- Code AIOT : 0010003084
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière, située aux lieux-dits «Les Bruns» et «Les Pelouses» sur la commune de Marigny-Marmande, est autorisée par arrêté préfectoral du 15 février 2006, prolongé de 5 ans par un arrêté préfectoral complémentaire n°21-419 du 28 avril 2025. Le matériau extrait est du calcaire destiné principalement à l'approvisionnement des entreprises du BTP pour des travaux de voirie. L'extraction est réalisée à sec par un engin de travaux publics avec une dent vibrante sur une pelle hydraulique. Les matériaux sont criblés et concassés sur le site.

L'autorisation porte sur les rubriques ICPE suivantes :

- 2510 -1.Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6. (soumise à Autorisation). **Jusqu'au 15 février 2031 (remise en état incluse);**
- 2515-1. Installations de broyage, concassage, criblage [...] La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a. supérieur à 200 KW (soumise à Enregistrement). **Déclaré 510 KW;**
- 2517 Station de transit [...] La superficie de l'aire de transit étant : [...] 2. Supérieure à 5 000 m², mais inférieure ou égale à 10 000 m² (soumise à Déclaration). **Déclaré 9990m².**

Et la rubrique IOTA : 1.1.1.0 Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique [...] (soumise à Déclaration). **Déclaré pour 3 piézomètres.**

2 agents de l'entreprise sont sur site pour assurer le fonctionnement de la carrière.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Acte de cautionnement	Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 2.1.1 et 2.1.5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	3 mois
7	Bornage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 5	/	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
8	Prescriptions extraction	Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.4.4	/	Demande d'action corrective	3 mois
9	Périmètre autorisé à	Arrêté Ministériel du 22/09/1994,	/	Mise en demeure, respect de	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	l'extraction	article 14.1		prescription, Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prévention des pollutions et nuisances	Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.5.1.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.7.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Registre d'admission	Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.7.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des pollutions et nuisances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Rejet dans le milieu naturel

<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 03/03/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Eaux de lavage et de ruissellement : Les eaux de lavage et de ruissellement de l'aire de nettoyage sont préalablement décantées et canalisées vers un séparateur d'hydrocarbures avec obturateur automatique. [...] Des analyses de contrôle de matières en suspension totales, demande chimique en oxygène et hydrocarbures totaux sont réalisées par un laboratoire agréé tous les ans. Ils sont conservés par l'exploitant pendant au moins 5 ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'inspection de 2024, l'exploitant a répondu à l'inspection le 25/02/2025 qu'il avait procédé à la vidange et au nettoyage du séparateur et qu'un nouveau prélèvement avait été réalisé et transmis.</p> <p>Lors de l'inspection du 28/04/2026, il a été constaté par l'inspection que les résultats des analyses du prélèvement du 12/02/2025 sont conformes.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.5.1.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Piézomètres</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 02/06/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La quantité des eaux souterraines fait l'objet d'une surveillance. A cette fin, trois piézomètres sont mis en place, un en amont hydraulique de la nappe, les deux autres en aval hydraulique.</p>
<p>Constats :</p>

<p>Suite à l'inspection de 2024, l'exploitant a sollicité le BRGM pour avis sur le risque de pollution et l'absence de piézomètre pour surveiller la qualité des eaux souterraines, et a entrepris (en parallèle) la démarche avec Mme Galia (hydrogéologue) pour la mise en œuvre des piézomètres sur la partie nord de la carrière (le reste des parcelles ne faisant plus l'objet d'extraction ni de remblais).</p> <p>L'exploitant a transmis par mail en juillet 2025 l'étude hydrogéologique de juin 2025 décrivant le processus de contrôle de la qualité des eaux souterraine et superficielle, le rapport de fin de travaux de l'entreprise "Touraine Forage" et les rapports de fin de travaux de chaque piézomètre (PZ1 : BSS004NXZX , PZ2 : BSS004NXZZ et le PZ3 : BSS004NYAB).</p> <p>Lors de l'inspection du 28 avril 2026, il a été constaté que les forages étaient en place et équipés d'une dalle béton d'environ 3 m2 , d'un couvercle recouvrant et cadénassé.</p> <p>La mise en place de ces piézomètres va permettre la surveillance des eaux souterraines demandée.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.7.2
Thème(s) : Autre, Suivi de l'exploitation
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 03/03/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à la superficie de la carrière est dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ; - le positionnement des talus et des fronts d'exploitation ; - les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ; - l'emprise des infrastructures (installations de traitement des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ; - les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ; - les courbes de niveau ou côtes d'altitude des points significatifs. [...] <p>Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des Installations Classées.</p>

Constats :

Le plan d'extraction de l'année 2025 a été transmis à l'inspection en versions papier et informatique en février 2026. Les informations sur les surfaces S1, S2 et S3 permettant le calcul des garanties financières étaient présentes sur la version papier, mais absentes de la version informatique et ont fait l'objet d'un mail de confirmation en date du 24/04/2026.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Acte de cautionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 2.1.1 et 2.1.5

Thème(s) : Autre, Suivi de l'exploitation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 03/03/2025

Prescription contrôlée :

Arrêté préfectoral d'autorisation n° 17 845 du 15 février 2006

Article 2.1.1 : Le montant des garanties financières permet la remise en état maximale au cours de la période considérée [...]

PÉRIODE	S1	S2	S3	TOTAL (en €)
2021-2026	2 ha 54 a 44 ca	2 ha 85 a 67 ca	0 ha 24 a 48 ca	70 863.27

Article 2.1.5 : Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières et doit être portée, avant réalisation, à la connaissance du Préfet avec les éléments d'appréciation.

complété par APc du n°21-419 du 28 avril 2025.

complété par APc du n°21-419 du 28 avril 2025.

[...]

PÉRIODE	S1	S2	S3
2026-2031	5,45 ha2	1,10 ha	0 ha 29

[...]

L'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant de référence de la période 2026-2031 est celui en vigueur au 16 janvier 2025, soit 130,2. »

Pour information :

Pour la période 2026-2031, le calcul des garanties à partir des éléments transmis pour l'APC de 2025 met en avant que le montant devant être garanti est de 179 794,86€.

Constats :

Suite à l'inspection de 2024, l'exploitant a transmis en réponse à l'inspection un acte de cautionnement pour un montant de 171 325.92 €. Cet acte est valide jusqu'au 15/02/2026. A travers le plan d'extraction de 2025, l'exploitant a fait état des surfaces S1, S2 et S3 permettant de calculer les garanties financières. Elles ont été évaluées à : S1 = 3ha 17a ; S2=2ha 18a et S3= 0ha 76a soit une surface globale dérangée de 5ha 35a et le montant des garanties financières associé est de 197 430.37€ (Indice TP01 publié au JO le 17/01/2026 : 130.8)

Lors de l'inspections du 28 avril 2026, l'inspection a constaté :

- que les surfaces (S2 et S3) de l'année 2025 dépassent les surfaces prévues à l'APc de 2025
- que le montant de l'acte de cautionnement des garanties financières en cours est insuffisant par rapport à l'APC de 2025 et par rapport aux surfaces S1-S2-S3 de 2025.

Les garanties financières constituées sont insuffisantes au regard des surfaces S1-S2-S3 de 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Registre d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.7.3
Thème(s) : Autre, Remblaiement
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 03/03/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.</p> <p>Article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 : Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : cf. liste dans AM.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'inspection de 2024, l'exploitant a informé l'inspection qu'il avait modifié son registre d'admission en ajoutant plusieurs champs mais des manques étaient encore présent à savoir les adresses - numéro de récépissé du transporteur.</p> <p>Lors de l'inspection du 28 avril 2026, il a été constaté que les champs des adresses - numéro de récépissé du transporteur ont été ajoutés.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis
Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour du PGD
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 16 bis de l'arrêté du 22 septembre 1994 (Arrêté du 5 mai 2010, article 11 et Arrêté du 30 septembre 2016, article 8 I à III et Arrêté du 24 avril 2017, article 3 1° et 2°)</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation », et a pour objectif de réduire la</p>

<p>quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. ».</p> <p>[...]</p> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 28 avril 2026, il a été constaté par l'inspection que le plan de gestion des déchets avait été mis à jour en 2022 et que l'exploitant prévoyait sa mise à jour en 2027. La version informatique de mars 2022 a été transmise à l'inspection le 25/03/2022.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que la révision (tous les cinq ans) du PGD doit être transmise au préfet. Le dernière révision du PGD date de moins de 5 ans.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Bornage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 5</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Aménagement préliminaire</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 5 de l'arrêté du 22 septembre 1994</p> <p>Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer :</p> <p>1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation;</p> <p>2° Le cas échéant, des bornes de nivellement.</p> <p>Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 28 avril 2026, il a été constaté par l'inspection que l'emprise autorisée à l'extraction n'avait pas été respectée à l'Est de la parcelle 33 section 0G sur une largeur d'environ entre 2 à 5 m et environ 100 m de long.</p> <p>L'exploitant a informé l'inspection que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les parcelles autour de l'emprise à extraire n'avaient pas ou peu de bornes de limite de propriété et que de part et d'autre l'emprise au nord de la RD28 (nouvellement appelée RD 401) il y a à l'Est et à l'Ouest du domaine public non cadastré une voirie communale et un chemin rural ; • l'emprise du front d'extraction s'est trouvé décalé vers l'Est impacté par un problème de repérage sur le terrain;

- la limite d'extraction est matérialisée par le pied du merlon (coté carrière) qui entoure et sécurise l'accès à la carrière.

Il a été constaté par l'inspection que le nombre de bornes caractérisant la limite de propriété parcellaire est très limité. Le plan d'extraction de 2025 met en avant la présence de 6 bornes sur l'ensemble de l'emprise autorisée alors que la carrière est supportée par 9 parcelles de forme très variées. Les zones restant à extraire sont les parcelles 31-32-33 section 0G.

Le plan de bornage et le bornage de l'emprise des parcelles 31-32-33 section 0G sur la commune de Marigny Marmande sont insuffisants pour garantir le respect du périmètre autorisé à l'extraction.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Prescriptions extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.4.4

Thème(s) : Situation administrative, Respect : Cote de fond - phasage - limite d'extraction

Prescription contrôlée :

3.4.4 - EXTRACTION

L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation fera l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation.

L'exploitation de la carrière est conduite à sec.

La cote du plancher de l'exploitation ne doit pas être inférieure à 117 m NGF.

La hauteur des fronts de taille ne doit pas excéder 6 mètres.

Complément d'information :

Le plan de phasage a été modifié par l'APC n°21419 du 28 avril 2025.

Constats :

Lors de l'inspection du 28 avril 2026, il a été constaté par l'inspection que :

- la cote de fond du carreau est au plus bas à la cote de 118 m NGF et respecte la cote autorisée de 117 m NGF;
- Le plan de phasage n'est pas respecté, les emprises en cours d'extraction et de remblaiement (déclaré dans le plan d'extraction de l'année 2025) ne correspondent pas à l'une des annexes de l'APC de 2025 qui a permis de prolonger de 5 ans l'activité et de revoir le plan de phasage restant. Il est à noter un retard sur l'emprise réaménagée et de l'avance sur l'emprise en cours d'extraction.

Le plan de phasage n'est pas respecté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Périmètre autorisé à l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.1

Thème(s) : Situation administrative, Périmètre autorisé à l'extraction

Prescription contrôlée :

14-1 Exploitations à ciel ouvert :

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Constats :

Lors de l'inspection du 28 avril 2026, il a été constaté par l'inspection que :

- le périmètre d'extraction n'est pas respecté à l'Est de la parcelle 33 section 0G sur une largeur entre 2 et 5 m et sur une longueur d'environ 100 m.
- la zone ci-dessus non autorisée en extraction est à proximité du domaine public supportant une voirie communale ce qui risque de compromettre la stabilité du domaine public voisin.

L'exploitant a répondu que la stabilité du domaine public voisin n'est pas compromise car la portance et la tenue du matériaux lui semblent suffisantes. L'inspection informe l'exploitant (après réflexion) que cette réponse orale est insuffisante pour s'assurer de la stabilité du domaine voisin.

Il est conseillé à l'exploitant de procéder au comblement de la zone extraite en dehors de la zone autorisée dans les meilleurs délais afin de préserver la voirie communale.

Le périmètre d'extraction sur la parcelle n°33 section 0G sur la commune de Marigny Marmande

n'est pas respecté et les propos oraux de l'exploitant sont insuffisants pour justifier que la stabilité du domaine public voisin n'est pas impactée par cette extraction non autorisée.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois